

Violence Against Children in LUXEMBOURG

Relevant extracts from an NGO alternative report presented to the UN Committee on the Rights of the Child

CRC Session 38, 10 - 28 January 2005

Coalition Nationale pour les droits de l'enfant Luxembourg - French
www.crin.org/docs/resources/treaties/crc.38/Luxembourg_ngo_report.doc

[...]

Ecole et enfants à besoins spécifiques

Le système scolaire luxembourgeois est une source permanente de discriminations, de situations conflictuelles et de violation des droits des enfants.

[...]

Dans les années passées, il y a eu d'importants mouvements d'ONG contestant la politique du gouvernement en matière d'éducation : L'échec scolaire, la discrimination des enfants des travailleurs immigrés, des enfants handicapés, le manque de volonté politique pour un dialogue avec les organisations de la société civile et le manque de volonté pour engager des réformes structurelles fondamentales sont responsables d'un mécontentement profond et ont conduit à diverses associations momentanées d'ONG réclamant des réformes profondes du système scolaire. Un regroupement de 14 associations oeuvrant en faveur d'enfants handicapés a même introduit un recours devant le tribunal administratif contre un projet de réforme de la loi de base sur l'enseignement primaire qui prévoyait e.a. d'abolir le droit des parents à choisir le type d'enseignement convenable pour leur enfant.

[...]

Justice

Un mouvement comparable s'est développé dans le secteur de l'aide à l'enfance défavorisée. Le grand mécontentement des professionnels de secteur socio-éducatif avait amené le gouvernement à créer une commission spéciale « Jeunesse en détresse » qui a écouté les principaux acteurs du secteur, dont les institutions, les services et les ONG.

[...]

Placement et milieu familial

Les enfants qui vivent dans des familles en situation de détresse sont souvent placés dans des institutions sans que les familles aient bénéficié d'une aide appropriée. Les professionnels du secteur socio-éducatif sont mécontents mais divisés sur la politique à suivre : aider d'avantage les familles à gérer eux-mêmes leurs conflits et éviter ainsi les placements des enfants ou développer et perfectionner d'avantage les structures de placement. Mais le Luxembourg est déjà un pays où le taux des enfants placés est un des plus élevés en Europe. En plus, la part des enfants placés par le juge des enfants est excessivement élevée : Trois quarts de tous les enfants placés le sont par le tribunal de la jeunesse et les parents déchus automatiquement de l'autorité parentale, ce qui favorise la déresponsabilisation de ces derniers.

[...]

Les **enfants étrangers** (plus de 40% de la population scolaire au Luxembourg) sont le groupe le plus défavorisé. Ce problème existe depuis plus de trente ans et n'a pas trouvé de solution jusqu'au présent. Toutes les mesures entreprises à ce jour n'ont pas amélioré significativement la situation de ces enfants qui se retrouvent sur le marché de l'emploi sans qualification. Les raisons sont multiples :

- Une politique d'intégration forcée passant par l'apprentissage du luxembourgeois et plus tard de l'allemand, deux langues qui ne sont pas utilisées ni au domicile ni dans l'entourage immédiat de ces enfants.
- Une pédagogie de l'échec mettant l'accent sur l'allemand comme langue initiale pour l'apprentissage de la lecture et de l'écriture

- Une pédagogie perfectionniste sanctionnant l'erreur et bloquant une progression normale par le redoublement et l'exclusion (classes spéciales ou d'appui, exode vers l'étranger)
- L'absence d'une vraie politique multiculturelle

La société multiculturelle au Luxembourg est une illusion pieuse à laquelle s'adonnent les politiciens de toutes les couleurs. La réalité est que les différents groupes d'immigrants ne se mêlent pas à la population autochtone ni entre eux, de sorte qu'ils forment des communautés repliées sur elles-mêmes. [...]

Les problèmes liés à la **procédure d'asile** au Luxembourg dépassent le cadre des droits de l'enfant. Retenons que la procédure est longue, qu'un nombre infiniment petit de dossiers sont acceptés par rapport aux demandes et que pour les enfants, les retours forcés constituent un second déracinement et un second traumatisme. Ce thème est un sujet de discussion permanent entre le gouvernement et les associations défendant les intérêts des demandeurs d'asile. Il y a même eu des manifestations nécessitant l'intervention des forces de l'ordre et des actions de soutien d'élèves pour leurs camarades de classe demandeurs d'asile. Du point de vue des droits de l'enfant, la procédure d'expulsion donne également lieu à des plaintes quand les enfants sont tirés de leur sommeil et conduits à l'aéroport comme des criminels.

[...]